LIBERATION 3/05/22

Gueule de bois

«On va morfler»: les profs à cran après la réélection de Macron

Dépités après le premier mandat macroniste et suspendus aux résultats des législatives, les professeurs, pourtant moins engagés à gauche qu'avant, craignent une nouvelle nomination de Jean-Michel Blanquer qu'ils verraient comme une «déclaration de guerre».

Manifestation de membres de la communauté éducative contre le protocole sanitaire et Jean-Michel Blanquer, à Paris, le 13 janvier. (Cyril Zannettacci/Vu pour Libération)

par Elsa Maudet

publié le 3 mai 2022 à 6h45

L'ambiance est à la gueule de bois. *«C'est pas la fête», «on accuse le coup», «c'est la déprime», «je suis en colère»...* Après le second tour de la présidentielle, les enseignants contactés par *Libération* ont le cafard. Eux qui ont pesté durant cinq ans contre les décisions d'Emmanuel Macron en matière d'éducation rempilent pour un quinquennat dont l'orientation plus libérale est clairement assumée. Dur dur. *«Je pense que les fonctionnaires en général et les enseignants en particulier, on va morfler»,* prédit Céline Benin, professeure des écoles à Bobigny (Seine-Saint-Denis). Si elle a consenti à faire barrage au RN au second tour, de *«peur d'avoir l'extrême droite au pouvoir»,* lui reste désormais en bouche *«un goût amer». «Il y a un danger pour l'école de la République. On part de plus en plus vers une école qui va ressembler à du privé»,* souffle-t-elle.

Le discours n'est pas neuf, qui est ressassé depuis des mois par une partie de la communauté éducative, à plus forte raison depuis la présentation du programme d'Emmanuel Macron à la mi-mars. Mais le président qui portait ce projet a été réélu. Alors maintenant, quoi ? *«La seule chose que je peux attendre de l'avenir, c'est qu'il y ait un contre-pouvoir, avec des gens qui vont à l'Assemblée, qui sont présents, qui déposent des amendements»,* indique Céline Benin. *«Les législatives, c'est notre dernier recours. Après, ça sera les grèves, les manifestations»,* complète Anne Duc-Maugé, professeure de lettres à Orchies et représentante du SE-Unsa dans le Nord. Autour d'elle, des profs ont déjà prévu de faire des économies pour débrayer.

Si la volonté d'Emmanuel Macron d'octroyer plus d'autonomie aux établissements et de différencier les rémunérations selon l'implication des enseignants a cristallisé la colère des intéressés ces dernières semaines, un autre sujet, non catégoriel, est venu reléguer ces préoccupations au second plan : les retraites. Le Président entend en effet repousser l'âge légal de départ de 62 à 65 ans – éventuellement 64 ans. *«Plus on a d'ancienneté dans le métier, moins on en voit la fin. Quand j'ai commencé, les collègues partaient à 55 ans. Aujourd'hui, si on veut une retraite à taux plein, il faut travailler jusqu'à 64 ans, même pour moi qui ai démarré dans l'Education nationale à 22 ans»,* note Haydée Leblanc, 52 ans, cosecrétaire départementale du Snuipp-FSU dans la Somme.

Des profs plus à droite

Anne Duc-Maugé, 55 ans, avait fait les comptes : elle comptait partir à 62 printemps. Avec une décote de plusieurs centaines d'euros, certes, mais ça valait mieux que de trimballer son lourd cartable jusqu'à 67 ans. *«J'aime bien mon travail, mais il y a des limites»,* juge-t-elle, se voyant mal face à des élèves avec plus d'un demi-siècle de plus qu'eux. Fin mars, Emmanuel Macron a laissé entendre que les enseignants pourraient bénéficier d'un régime plus souple en raison de la pénibilité de leur métier. Les intéressés n'y croient pas. Les syndicats de l'Education nationale discutent déjà avec d'autres professions de mobilisations à venir sur cette question.

Le profil des 870 000 enseignants a changé. S'ils restent plus à gauche que l'ensemble de la population, eux qui furent longtemps des soutiens du PS votent désormais majoritairement à droite, à 54%, selon une enquête du Cevipof sur les intentions de vote des profs réalisée fin mars. Un grand tournant. Emmanuel Macron, dont le ministre de l'Education fait pourtant l'unanimité contre lui en salle des profs, est parvenu à garder les faveurs de 25% d'entre eux. *«Quand ils sont en formation, les professeurs adhèrent aux idées de gauche selon lesquelles il faut faire progresser tous les élèves et réduire les inégalités. Mais ensuite, ils se rendent compte que ça leur coûte énormément. Il y a un tel décalage entre les idéologies affichées et les moyens qu'ils ont pour pouvoir les assumer qu'il est extrêmement fréquent d'avoir des enseignants qui disent "il y a des élèves pour qui on ne peut rien", ce qui relève plutôt d'une valeur de droite»,* analyse un sociologue de l'éducation qui a étudié ces questions et qui souhaite rester anonyme.

Selon cette même enquête du Cevipof, 17% des profs comptaient même donner leur voix à un candidat d'extrême droite : 8% pour Marine Le Pen comme pour Eric Zemmour et 1% pour Nicolas Dupont-Aignan. *«Les enseignants se rendent compte que la droite et l'extrême droite risquent d'être pires, et en même temps, certains sont tellement à cran qu'ils peuvent être tentés de voter pour les partis d'extrême droite. Ils n'ont pas de souvenirs suffisamment récents de politiques de gauche qui leur permettent de travailler dans de meilleures conditions. On les a acculés à évoluer de cette façon»,* estime le spécialiste de l'éducation cité précédemment.

«Perte de culture du conflit»

«Les murs de la forteresse enseignante se sont lézardés et les professeurs ne constituent plus un bloc aussi cohérent que par le passé» écrivait d'ailleurs la Fondation Jean-Jaurès début 2021. Qui pointait également un intérêt déclinant pour la syndicalisation, passée de 45% au début des années 90 à 30% aujourd'hui – même si les enseignants restent l'une des professions les plus syndiquées. La fondation prédisait même un écroulement de l'adhésion syndicale, la faute à un manque de renouvellement générationnel (18% des moins de 30 ans sont syndiqués contre au moins 30% dans toutes les autres classes d'âge).

Laurent Frajerman, spécialiste de l'engagement enseignant et chercheur associé au Centre de recherche sur les liens sociaux, tient toutefois à nuancer ces constats. Ce désintérêt syndical, *«c'est une illusion d'optique»,* conséquence attendue de la scission de la puissante Fédération de l'Education nationale, en 1992. *«Dans l'histoire, toutes les scissions syndicales provoquent une baisse de la syndicalisation»,* précise celui qui, par ailleurs, anime l'Observatoire de la fédération syndicale unitaire (FSU). Depuis ce bouleversement il y a trente ans, les chiffres sont assez stables, oscillant entre 25% et 30%, dit-il.

Mais alors, cette profession plus syndiquée et malgré tout plus à gauche que les autres est-elle partie pour batailler ferme contre la politique libérale d'Emmanuel Macron ? Après cinq années de dialogue social presque impossible avec leur ministre de tutelle, certains enseignants sont gagnés par l'abattement. *«Est-ce qu'on peut faire basculer les choses ? On se rend compte que pas vraiment. Je sais qu'on n'a pas de poids,* tranche Céline Benin, syndiquée mais pas militante. *Si on voulait avoir du poids, il faudrait que tout le monde dise «puisqu'on est si nuls et qu'on sert à rien, pendant une semaine l'école ferme».»* Mais tant que les syndicats n'avanceront pas plus unis, ce vœu restera pieux, songe-t-elle. *«Une bonne partie des syndicats sont dans une volonté de cogestion qui ne fonctionne pas. Ils ont complètement perdu la main, [les gouvernants] ne les écoutent pas»,* tacle Nicolas Glière, du collectif les Stylos rouges, qui réunit près de 75 000 personnels de l'Education nationale.

«Déclaration de guerre»

«Il y a eu une perte de culture du conflit et un fatalisme. Les enseignants ont moins l'habitude des actions sur la durée et sont moins patients», constate Laurent Frajerman. Ce fut d'ailleurs flagrant à l'issue de la grève du 13 janvier, historique car elle a réuni l'ensemble de la communauté éducative, des Atsem aux inspecteurs, pour dénoncer la gestion de la crise du Covid à l'école par le gouvernement : le soir même, une partie du personnel éducatif appelait à maintenir la pression et à enquiller les mobilisations quand une autre se lamentait de n'avoir pas obtenu entière satisfaction en une journée d'action, criant à l'incompétence des syndicats. Une nouvelle mobilisation avait lieu une semaine plus tard, qui ne parvenait pas à drainer les foules. *«Le métier se désengage politiquement et syndicalement par découragement, mais aussi parce qu'on a des enseignants de moins en moins formés, ce ne sont plus des intellectuels»,* estime Nicolas Glière. La faute selon lui aux recrutements moins exigeants, faute de candidats à la hauteur, et au recours de plus en plus massif aux contractuels.

Croire que les profs ne sont plus capables de faire entendre collectivement leur colère serait toutefois une erreur. Outre ce mouvement massif du début de l'année, ils l'ont prouvé en décembre 2019, lors des manifestations contre la réforme des retraites de Macron – déjà. *«C'était une grève exceptionnelle, qui a montré que les enseignants étaient toujours capables de se mobiliser. C'était leur mouvement le plus important depuis 2003»,* indique Laurent Frajerman. Cette fois, la capacité d'opposition de la profession est suspendue aux résultats des législatives. *«Si Macron a une majorité,*

le fatalisme peut l'emporter ou au contraire on peut avoir une action plus radicalisée», analyse Laurent Frajerman.

Tout dépendra aussi de la capacité d'Emmanuel Macron à écouter réellement le terrain, lui qui a affirmé vouloir placer son second quinquennat sous le signe de la concertation. *«On a vu ce que ça a donné avec le Grenelle* [de l'éducation, en 2021, ndlr], *personne n'est dupe ! Faire des réunions pour l'affichage alors que les grandes lignes sont déjà fixées et non négociables, ce n'est pas une concertation, c'est de la communication,* balaie Marie-Laure Guegan, professeure de physique-chimie dans un collège normand et militante au Snes-FSU. *L'éducation sort abimée comme jamais après cinq ans de Blanquer, il faut changer radicalement de méthode.»* L'actuel ministre de l'Education, annoncé par France Inter candidat aux législatives dans le Loiret, a publiquement dit son envie de rempiler rue de Grenelle tant il fourmille d'idées pour l'école. Si tel était le choix d'Emmanuel Macron, le comité d'accueil serait glacial. *«Ne pas changer de ministre, ce serait une déclaration de guerre»,* résume Jean-Rémi Girard, président du Snalc. Et un motif de mobilisation massive.